

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Herausgeber:** Association de la Revue Militaire Suisse  
**Band:** 129 (1984)  
**Heft:** 7-8

**Artikel:** Il y a 70 ans mourait Jaurès  
**Autor:** Aubert, Edmond  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-348619>

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 12.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Il y a 70 ans mourait Jaurès

par le capitaine Edmond Aubert

*Ce qui fait la beauté de la profession des armes, c'est qu'elle exige de l'homme qu'il soit toujours prêt à donner le plein effort, l'effort suprême. Il n'en est pas de plus grand que de donner sa vie, et de la donner, si je puis dire, avec réflexion et sagesse en obtenant du sacrifice consenti le plus d'effet possible pour la patrie. Garder la maîtrise de soi-même et la lucidité du commandement jusque dans l'extrémité du péril, et en ces minutes mêmes d'une sublime équivoque où l'homme ne sait plus au juste de quel côté de la mort il se trouve, c'est le devoir de l'officier, et pour qu'il y puisse atteindre, il faut que toutes les puissances d'héroïsme et de raison soient exaltées au plus haut. Mais quel est l'homme qui pourra ainsi se dépasser lui-même, s'il est habitué, par la vie militaire et pour elle, à un régime de médiocrité, si ses facultés d'esprit et de volonté à demi tendues restent languissantes et lâches? Dans les périodes de longue paix où nous vivons, l'épreuve des périls répétés manque aux officiers. Il n'est qu'un moyen de suppléer à cette sorte de familiarité du danger, à cet apprentissage du sacrifice, c'est de donner à ces hommes, même dans la paix, l'habitude des plus hauts élans de l'intelligence et de la conscience.*

Jean Jaurès *L'Armée nouvelle*, Paris, 1911.

Il y a juste 70 ans, le 31 juillet 1914, Jean Jaurès était assassiné. Un certain Villain le bien nommé était le meurtrier, un demi-dément intoxiqué par la hargne d'une certaine presse où Charles Maurras traitait le grand chef socialiste de «fille immonde entretenue par les Allemands», où un autre disait: «Herr Jaurès ne vaut pas les 12 balles du peloton d'exécution; une corde à fourrage suffira.» Puissance de la presse ou du verbe dans des périodes où les passions et les préjugés ne sont plus contrôlés.

Commémorer ici la mort de celui que beaucoup regardèrent comme un traître à son pays, surtout au moment où la Première Guerre mondiale allait commencer, voilà qui pourrait étonner certains lecteurs. Reconnaissions

d'abord que trop de politiciens et de militaires considéreront toujours qu'un homme n'est pas un homme s'il n'a pas sur les êtres et les choses une perspective solidement manichéenne et de brutales idées préconçues: seuls des faibles ou des décadents peuvent ne pas considérer Jaurès comme une pourriture! Reconnaissions aussi qu'il faut pénétrer assez loin dans la pensée et la personnalité de Jaurès pour comprendre que cet internationaliste et ce révolutionnaire ait pu sans incohérence réclamer inlassablement pour son pays «la constitution d'un appareil défensif si formidable que toute pensée d'agression soit découragée chez les plus insolents et les plus rapaces».

Car ce socialiste de gauche, cet

homme que Marx a profondément marqué, est un patriote. A Gustave Hervé (alors chef français de l'aile pacifiste de l'Internationale et condamné pour antimilitarisme) Jaurès déclare: «Hervé dit que toutes les patries se valent; mais c'est précisément parce qu'elles se valent qu'aucune n'a le droit d'asservir les autres.» Il a précisé dans une formule célèbre: «Si un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup d'internationalisme y ramène.»

Jaurès est lui aussi un socialiste pacifiste: «Pour hâter, pour accomplir son évolution vers l'entièvre justice sociale, pour instaurer et même pour préparer librement un ordre nouveau où le travail sera organisé et souverain, la France a besoin avant tout de paix et de sécurité.» Mais c'est un pacifiste lucide; le problème, pour son parti, c'est celui-ci: *Comment porter au plus haut, pour la France et pour le monde incertain dont elle est enveloppée, les chances de paix? Et si, malgré son effort et sa volonté de paix, elle est attaquée, comment porter au plus haut les chances de salut, les moyens de victoire?... L'organisation de la défense nationale et l'organisation de la paix sont solidaires* (souligné par Jaurès). Ah! si ce qui était évident pour Jaurès pouvait le rester pour toute la gauche occidentale – et toute la gauche suisse – d'aujourd'hui!

Une bonne défense nationale réclame une puissance mobilisatrice matérielle et morale; en d'autres termes, elle implique une certaine

perspective politique et une certaine forme d'organisation militaire.

L'élément politique et moral d'abord. «Toute guerre est criminelle si elle n'est pas manifestement défensive.» On ne s'étonnera pas de voir ce postulat de base, aujourd'hui si indiscutablement admis par l'ensemble des gouvernements et des peuples d'Europe occidentale – et, de plus, admis depuis fort longtemps par la Suisse –, accompagné chez Jaurès de considérations liées et à son socialisme et à sa conviction d'une mission particulière de la France républicaine et révolutionnaire; ce postulat, il le lie aussi au recours préalable à une procédure d'arbitrage sérieuse et contraignante (qui, Jaurès le reconnaît, reste à créer!).

Il faut d'abord qu'un prolétariat suffisamment organisé et conscient puisse «menacer sérieusement, d'un acte de désespoir révolutionnaire, tout gouvernement assez insensé et coupable pour déchaîner un conflit sans avoir épuisé manifestement toutes les chances de paix, tous les moyens de conciliation arbitrale et sans avoir couvert la patrie du verdict d'approbation de la conscience universelle». Il faut qu'à cet effet les prolétaires de tous les pays nouent des relations internationales toujours plus étroites, bref, que soit institué pratiquement «un commencement d'humanité ouvrière capable de mettre un peu d'ordre et d'équité dans le chaos des rivalités nationales». Sans nier la «mission civilisatrice de la France»,

Jaurès s'en prend à de nombreux aspects de sa politique coloniale, facilitée par l'existence d'une armée permanente, ainsi qu'aux charlatans du patriotisme «qui couvrent d'un prétexte d'intérêt national les convoitises et les violences de l'esprit de classe». Ailleurs, Jaurès déplore que l'armée ait été, depuis un siècle, «prostituée à tant d'odieuses et viles besognes», qu'elle ait été «l'instrument de tant de crimes contre la liberté et contre la France».

Avec quelques prudences verbales, Jaurès condamne également, dans une allusion évidente à une action militaire pour récupérer l'Alsace-Lorraine, une «guerre de revanche et de restitution [qui] même victorieuse ne fermerait pas l'ère des conflits sanglants et des attentats alternés qui, depuis des siècles, affligen la France et l'Allemagne».

On comprendra que de tels propos n'aient pas emporté l'adhésion de tous les Français de son époque! Et pourtant, deux idées, revenues constamment, ne manquent pas d'avoir un certain impact.

La première est que, si l'on veut «confondre vraiment la nation et l'armée», il faut non seulement que le monde du travail se sente pleinement associé à cette fusion, mais encore qu'une grande force d'élan national anime l'ensemble des Français.

La seconde est que «l'organisation de la défense nationale et l'organisation de la paix internationale sont solidaires. Tout ce que la France fera

pour ajouter à sa puissance défensive accroîtra les chances de paix dans le monde. Tout ce que la France fera dans le monde pour organiser juridiquement la paix et la fonder immuablement sur l'arbitrage et le droit ajoutera à sa puissance défensive.»

### **«Nation armée» et modèle suisse**

C'est dans un ouvrage paru en 1911, *L'Armée nouvelle*, que Jaurès développera surtout ses idées sur la nécessité, pour la France, d'avoir une défense nationale puissante.

Mais c'est la conception même de cette défense qui marquera le plus l'originalité de Jaurès et entraînera en même temps les controverses les plus vives. Considérant que le concept généralement admis de «nation armée» est mutilé par l'importance donnée à la seule armée permanente, aux effectifs fatallement trop modestes, et par le rôle de second plan donné à la plupart des réservistes, Jaurès ne voit qu'un moyen de redonner à ce concept sa pleine signification en même temps que de retrouver l'essence de la tradition révolutionnaire et république de la France: calquer le système militaire français sur le système militaire suisse! Car, dans ce petit pays, «la forte milice de la Suisse république est la véritable armée permanente, toujours prête à défendre le pays; c'est la nation permanente dans sa fonction d'armée». Et d'ajouter, dans la phrase qui suit: «La Révolu-

tion française, dans ses heures les plus hautes, en a eu la claire vision.» (!)

Jaurès va utiliser une bonne part des 685 pages de *L'Armée nouvelle* à décrire le système militaire suisse. Et, comme on est au lendemain de l'importante réorganisation de 1907, c'est une armée suisse plus «crédible» que Jaurès peut présenter à ses lecteurs français. Car «l'idée des milices nationales est pour nous une partie du patrimoine révolutionnaire». Et «c'est à coup sûr le système suisse qui se rapproche le plus de l'idéal d'une armée démocratique et populaire».

On sent Jaurès assez embarrassé par le dénigrement de ses camarades socialistes suisses envers une armée qui va lui servir de modèle. Il ne peut s'empêcher de soupçonner chez eux «un esprit de parti», expliqué peut-être par le «déploiement de militarisme grossier et de patriotisme subalterne» qu'auraient manifesté certains partisans de la réorganisation de 1907 dont on sent qu'elle a la totale approbation de Jaurès. Il faut bien aussi (socialisme oblige!) que Jaurès regrette le caractère «censitaire» du recrutement de la cavalerie et la place excessive de la bourgeoisie dans l'ensemble des cadres. Mais ce sont là maux corrigibles.

Car c'est beaucoup plus que le système suisse de 1907 que Jaurès réclame pour la France. Une école de recrues de six mois, précédée d'une solide éducation préparatoire et obligatoire pour l'ensemble des jeunes Français de 10 à 20 ans, impliquant

une gymnastique «quotidienne», de la marche, du tir et même de l'équitation, laquelle éducation préparatoire «sera dirigée par les officiers et sous-officiers des unités intéressées (= des unités où ces jeunes seront ensuite incorporés), par les instituteurs des écoles publiques et privées, par les médecins locaux» et même «par un Conseil de perfectionnement militaire»! Il ferait beau voir que les propositions du socialiste, de l'internationaliste Jaurès aient été reprises ou soient reprises aujourd'hui dans notre pays!

Huit périodes – correspondant aux huit cours de répétition de l'époque de l'armée suisse – permettraient aux unités de cette «armée nouvelle» de se rassembler périodiquement et de se livrer aux petites et grandes manœuvres. Bref, des milices organisées selon le modèle helvétique, mais en plus solide!

La couverture de la frontière sera assurée par des «rengagés», mais surtout par des soldats rapidement mobilisables qui, dans les départements de l'Est, auront chez eux, comme de bons Suisses, leur armement et leur équipement.

On sait qu'un des grands arguments avancés par les partisans d'un prolongement du temps passé dans l'armée active par les jeunes Français était la difficulté d'encadrer convenablement les réserves. Jaurès – qui, en 1913, se battra comme un beau diable contre le passage de deux à trois ans de ce temps de service actif – consacre, dans *L'Armée nouvelle*, de nombreuses pa-

ges aux problèmes du recrutement et de la formation des officiers. Le beau texte cité en épigraphe au début de cet article est tiré de l'une de ces pages.

### **Idéalisme et réalités**

Si l'intelligence et la générosité de Jaurès sont indiscutables, son jacobinisme indécroitable peut nous sembler naïf ou irritant. Et, comme tous les idéalistes, Jaurès va bien devoir s'apercevoir que les réalités n'entrent pas sans coincer dans les beaux cadres que l'on voudrait préétablir.

Au lendemain de l'attentat de Sarajevo (28 juin 1914), le président de la République, Poincaré, et un socialiste dissident devenu chef du gouvernement, Viviani, partent pour la Russie. Jaurès donne de la voix, dénonce la pratique des traités secrets, des engagements contractés au nom de la France (et que la France ignore) que de telles visites amènent inévitablement.

Mais on est encore loin, du moins en France, de croire qu'on est vraiment à deux ou trois semaines de la guerre. Le 14 juillet se réunit à Paris un congrès extraordinaire du Parti socialiste français qui doit définir sa position au Congrès international prévu à Vienne pour le 23 août. Jaurès y soutient et y fait admettre le principe de la grève pour empêcher la guerre. Quand on apprend cela, la plus grande partie de la presse se déchaîne et Jaurès est mis en demeure de s'expliquer. En substance, il s'agit pour lui de marquer nettement un but qu'il faudra beau-

coup de persévérance et de foi pour atteindre. «Qu'on dise donc, si l'on veut, que nous avons fait un rêve; qu'on dise que la classe ouvrière n'est nulle part assez puissamment organisée pour assumer ce rôle magnifique.» Et il précise: «Ou la grève générale sera concertée et bilatérale, ou elle ne sera pas.»

Elle ne sera pas, pas plus que n'aura lieu le Congrès international de Vienne. Dès la fin du mois de juillet, l'infocale escalade allait mener à la mobilisation générale de grandes et de petites armées et à l'ouverture des hostilités.

Quelle est l'attitude de Jaurès durant ces journées de cauchemar? Elle semble d'abord embarrassée malgré l'apparente netteté de ses propos. Il déclare, au moment de l'ultimatum austro-hongrois à la Serbie: «La politique coloniale de la France, la politique sournoise de la Russie et la volonté brutale de l'Autriche ont contribué à créer l'état de choses horrible où nous sommes.» Il se rend à Bruxelles où le Bureau socialiste international a été convoqué en catastrophe pour le 29 juillet. Toute l'Europe s'y trouve représentée, les contacts sont cordiaux malgré les divergences; Jaurès ne peut qu'encourager ses «camarades allemands» à exercer les pressions nécessaires sur le Gouvernement du Kaiser... Le soir, 8000 Belges viennent l'écouter dans un meeting où, après le chant de l'*Internationale*, Jaurès s'en prend aux dirigeants autrichiens et allemands. Mais l'orateur, qui rappelle qu'il n'a jamais

hésité à dénoncer les fautes de son pays, peut être aujourd’hui parfaitement clair: «Nous, socialistes français, notre devoir est simple. Nous n’avons pas à imposer à notre gouvernement une politique de paix. Il la pratique... J’ai le droit de dire devant le monde que le Gouvernement français veut la paix et travaille au maintien de la paix.»

Il n’empêche qu’il n’est pas si sûr (de son point de vue, évidemment!) du bon droit de son pays si celui-ci est entraîné dans la guerre.

Sa grande crainte est que la France ne se trouve amenée à être à la remorque de la Russie. Jaurès ne saurait évidemment avoir la moindre sympathie pour le régime tsariste; de plus, il ne peut ignorer sa politique d’expansion.

Mais, en même temps, Jaurès semble s’accommoder un peu vite des malheurs de la Serbie et oublier qu’une grande puissance comme la France peut avoir des responsabilités internationales rendant légitimes d’autres formes d’intervention militaire que la guerre «manifestement défensive» (comme celle à laquelle peut se limiter la Suisse par exemple).

D'où l'ambiguïté de sa position durant ces dernières journées de juillet. Il songe à user de son immense prestige pour favoriser une grève (chez les autres: chez les Allemands, les Austro-Hongrois, les Russes... et les Serbes!). Tantôt il proclame que «le Gouvernement français est le meilleur allié de paix de cet admirable Gouver-

nement anglais qui a pris l’initiative de la médiation», et déclare que, si ses amis et lui-même étaient au pouvoir, ils ne pourraient pas faire mieux que le Gouvernement Viviani. Tantôt il déclare à l’un de ses membres: «Vous êtes victimes... d’une intrigue russe: nous allons vous dénoncer, ministres à la tête légère, dussions-nous être fusillés...» Tantôt, moins excessif, il reconnaît que «le courage, c’est de dominer ses propres fautes – et celles de son pays –, d’en souffrir, mais de n’en être pas accablé, et de continuer son chemin...» Et il dit à un de ses amis, officier bien placé: «Ils vont passer par la Belgique, c’est sûr. A-t-on tout prévu?»

La balle de Villain allait mettre fin, le 31 juillet, à 21 h 40, aux tourments de cette belle âme.

Avant de prendre congé d’un homme à qui tant de gens fort éloignés de lui, et même de très grands chefs militaires français de l’époque, ont tenu à rendre hommage, il convient de dire deux mots de son fils. Orphelin, engagé dès qu'il en eut l'âge, l'aspirant Louis Jaurès n'eut pas le temps de devenir officier. Tué dans des circonstances où il montra une combativité et un courage particulièrement remarquables (couvrant le repli de ses camarades, il abat le plus d’Allemands possible), il est cité à l’ordre de l’armée. Fidélité à l’éducation paternelle ou réaction d’adolescent? Ceux qui ont compétence pour en parler sont convaincus qu'il s'agit d'une fidélité.

Ed. A.